

# B Politique

Montréal,  
mercredi  
4 août  
1999

La Presse

ÉDITORIAL / MONDE

## Cinq nouveaux venus dans le cabinet Chrétien

*Les Québécois Denis Coderre et Martin Cauchon prennent du galon*

GILLES TOUPIN  
du bureau de La Presse, OTTAWA

Martin Cauchon, député d'Outremont et secrétaire d'État nouvellement promu ministre du Revenu, flottait littéralement hier à la sortie de Rideau Hall.

« C'est une journée magique ! » a-t-il répété à plusieurs reprises. Pour ce nouveau ministre issu du Québec, l'un des piliers du Parti libéral fédéral au Québec, l'émotion semblait trop forte pour qu'il se risquerait à parler dès maintenant devant les journalistes des défis qui l'attendent. « Laissez-moi lire mes cahiers de transition, suppliait-il, et je vous reparlerai dans deux semaines. »

Martin Cauchon ne sait pas si son accession à la fonction ministérielle se veut un message aux Québécois. Tout ce qu'il a pu dire hier, c'est que Jean Chrétien lui a fait là un immense témoignage de confiance.

Quant à Denis Coderre, « the new kid on the block », disent déjà les journalistes anglophones, il était électrisé par sa nomination. Le jeune député de 36 ans du comté de Bourassa s'était battu pendant dix ans avant de se faire élire aux Communes en 1997. Encore assez rondelet même s'il est hyperactif et qu'il a su se faire remarquer par le premier ministre pour ses grandes qualités d'organisateur libéral, Denis Coderre a commencé dès hier à faire des promesses. « En tant que nouveau secrétaire d'État au Sport amateur, a-t-il dit, je vous promets que je vais commencer par perdre du poids. »

Pour le reste, sans doute encouragé par sa réputation de chahuteur sur les banquettes arrières des Communes et gratifié d'une voix de stentor qui lui a valu les gros yeux du président de la Chambre à maintes reprises, il affirme que désormais les Canadiens entendront beaucoup parler de sport amateur. Défenseur du principe d'une aide pour les équipes professionnelles de sport, Denis Coderre, qui a coprésidé avec le député Dennis Mills la commission sur le sport amateur et professionnel, a affirmé



Denis Coderre (à gauche) a prêté serment hier comme secrétaire d'État au Sport amateur.



Le gouverneur général, Roméo LeBlanc (à droite), félicite le nouveau ministre du Revenu, Martin Cauchon.



Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration



Daniel Nault, ministre des Affaires indiennes



Maria Minna, ministre de la Coopération internationale



George Baker, ministre des Anciens Combattants

hier qu'il continuera de défendre ses idées, mais qu'il sera solidaire des décisions du cabinet. Il a aussi déclaré qu'il était « choqué » chaque fois que la question du dopage salissait le sport amateur. C'est un dossier qu'il entend examiner de près, de si près qu'il s'envole aujourd'hui pour Winnipeg où se tiennent les Jeux panaméricains.

Autre nouveau venu au cabinet qui est reconnu pour son franc-parler et ses coups d'éclat, le Terre-Neuvien George Baker (ministre

des Anciens Combattants). Après 25 ans comme député d'arrière-ban, M. Baker s'est dit hier « submergé de bonheur ». Il est entré à Rideau Hall hier avec la Bible que sa mère lui a donnée alors qu'il n'avait que 19 ans. « Elle m'avait juré, a-t-il dit hier, que si je suivais les préceptes contenus dans ce livre, des miracles se produiraient. Mon accession au cabinet est un miracle ! Il a fallu du courage à M. Chrétien pour me donner une chance comme celle-là ! »

Quant aux trois députés ontariens qui accèdent à des fonctions ministérielles, les Robert Nault (Affaires indiennes), Maria Minna (Coopération internationale) et Elinor Caplan (Citoyenneté et Immigration), ils sont aussi l'indication d'une préoccupation plus sociale du gouvernement. Le premier ministre, en choisissant ces personnalités, a signifié à son caucus qu'il était à l'écoute. Maria Minna, par exemple, a été par le passé souvent à contre-pied du gouvernement

lorsqu'il s'agissait de pauvreté infantile. Elle se faisait l'avocate de politiques plus énergiques que celles mises de l'avant par ses collègues libéraux. Ces nouvelles nominations annoncent-elles la couleur du prochain discours du Trône, attendu à l'automne ?

Elinor Caplan a vanté hier l'approche « libérale » de Jean Chrétien pour expliquer sa nomination. « C'est une approche, a-t-elle expliqué, qui cherche toujours la mesure, l'équilibre. »

### Le PLC toujours aussi populaire

SONDAGE GALLUP

Selon le dernier sondage Gallup, 52% des Canadiens auraient voté pour le Parti libéral de Jean Chrétien si des élections fédérales avaient eu lieu en juillet.

C'est le Parti progressiste conservateur qui arrivait en deuxième place, avec 23% (en hausse de 3 points par rapport à juin). Les réformistes de Preston Manning ont continué de reculer, n'obtenant que 7% (-1%) de l'appui populaire, tout comme les néo-démocrates qui, eux, ont perdu deux points. Le Bloc québécois se maintenait à 9% (ce qui représente 40% des suffrages au Québec). Enfin, 28% des personnes interrogées ne savaient toujours pas pour quel parti voter.

Au Québec, la popularité des libéraux est passée de 50% à 52%, le Bloc obtenant 40% et le PC 7%. En C.-B., le PLC grimpe à 59% (+2); les réformistes rallient 18% des répondants, le NPD 12% et le PC 7%.

Dans les Maritimes, le recul libéral se confirme à 46% (-3%), tout comme celui des conservateurs à 30% (-7%), le NPD obtenant 19%. En Ontario, le PLC mène avec 55% (-1%), suivi des conservateurs (33%).

Mené du 13 au 19 juillet par téléphone auprès de 1002 adultes, âgés de 18 ans et plus, ce sondage a une marge d'erreur de 3,1%, 19 fois sur 20. Au Québec, en raison de l'échantillonnage plus restreint, la marge d'erreur est de 6%, 19 fois sur 20.

### Le Franco-Manitobain Ronald Duhamel devient responsable de la Francophonie

*Diane Marleau est évincée du cabinet fédéral*

HUGUETTE YOUNG  
Presse Canadienne, OTTAWA

À un mois du Sommet de la francophonie, le premier ministre Jean Chrétien a procédé hier à la nomination d'un nouveau responsable de la Francophonie, évincant du coup la ministre Diane Marleau.

C'est le Franco-Manitobain Ronald Duhamel qui lui succède. Il conserve ses fonctions de secrétaire d'État, responsable des politiques de développement régional de l'Ouest.

Les fonctions de ministre de la Coopération internationale et de la Francophonie ont été scindées en deux, comme cela était le cas au cours du premier mandat du gouvernement Chrétien.

C'est la Torontoise Maria Minna, une nouvelle venue au sein du cabinet, qui prendra charge de la Coopération.

Certains disent que le moment est mal choisi, à la veille du sommet de Moncton. Or, le premier ministre Chrétien maintient qu'il ne souhaite pas minimiser l'importance de la Francophonie.

« Absolument pas, a-t-il affirmé hier au cours d'un point de presse. C'a toujours été des responsabilités qui sont techniquement complètement séparées. Ca adonnait bien d'avoir Mme Marleau pour faire les deux, mais je suis convaincu que M. Duhamel fera un excellent travail comme secrétaire d'État. »

M. Duhamel dit avoir hâte de re-



Ronald Duhamel

lever ce nouveau défi. Son objectif sera de « valoriser » la francophonie canadienne, moins connue à l'extérieur du Québec. Il veut montrer la vitalité des francophones du Manitoba, de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

« Je veux valoriser la francophonie à travers le pays, a-t-il déclaré au cours d'un entretien téléphonique. Je n'oublierai pas le Québec, mais je n'oublierai pas non plus la francophonie à l'extérieur du Québec. »

M. Duhamel a évolué dans le domaine de l'éducation au Manitoba et en Ontario. Il a été sous-ministre adjoint responsable de l'éducation

au Manitoba et a également dirigé une commission scolaire à Kapuskasing, en Ontario.

Mme Marleau, une Franco-Ontarienne de Sudbury, n'a été avisée de sa démission que tardivement. Elle assistait lundi à l'ouverture du Congrès mondial acadien en Louisiane.

Selon le député libéral d'Ottawa-Vanier, Mauril Bélanger, les choses ont été mal faites.

« On a manqué de doigté, a-t-il expliqué à la Presse Canadienne. Je suis déçu pour Diane. J'aurais aimé que Diane soit la ministre responsable pendant la durée du sommet. »

M. Chrétien n'a fourni aucune explication sauf pour dire qu'il se gardait toujours une marge de manœuvre. « Tous les ministres sont avertis lorsqu'ils deviennent ministres qu'il se peut que j'aie à faire des changements. »

« C'est le sommet des chefs d'État et de gouvernement, a-t-il poursuivi. Mme Marleau a fait un très bon travail et je l'en remercie, seulement le sommet de Moncton ça devient le travail du premier ministre et des autres chefs de gouvernement. »

Mme Marleau en avait choqué plusieurs en minimisant récemment l'importance de la déportation des Acadiens, en 1755. Elle avait aussi choqué en décrivant l'hôpital Montfort comme « un édifice comme un autre ».

### Un remaniement mineur, selon le Bloc

Presse Canadienne  
OTTAWA

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, juge « peu significatif » le remaniement ministériel annoncé hier par le premier ministre Jean Chrétien.

« C'est un remaniement bien moins important que ce qu'on avait laissé entendre », a-t-il affirmé.

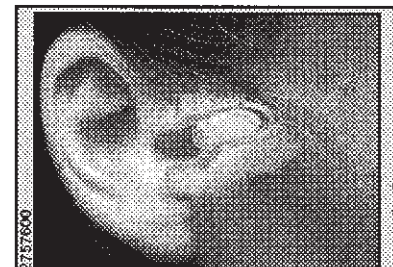
À son avis, M. Chrétien ne modifie pas sa « ligne politique », particulièrement en matière d'économie, puisqu'il n'a procédé à aucun changement dans les postes clés du Conseil des ministres.

« Si ce remaniement augure du prochain discours du Trône à l'automne, ce discours du Trône s'annonce terme et sans substance », a-t-il ajouté.

M. Duceppe espère néanmoins que la nouvelle ministre du Développement des ressources humaines, Jane Stewart, saura faire preuve de plus d'ouverture que son prédécesseur à l'endroit des groupes les plus touchés par les récentes réformes de l'assurance-emploi, soit les femmes et les jeunes.

Selon lui, Pierre Pettigrew laisse son ministère sans avoir réglé les nombreux problèmes auxquels il faisait face, notamment l'épineux dossier du contentieux Québec-Ottawa sur les bourses du millénaire.

Au sujet de Denis Coderre : « Je trouve surprenant qu'on crée un poste au sport amateur alors que Denis Coderre s'est fait le porte-parole des magnats des sports professionnels au cours des derniers mois. »



**L'AIDE AUDITIVE**  
Des milliers de malentendants ont retrouvé leurs activités grâce à l'aide auditive. Elle est si petite et se glisse confortablement dans l'oreille.  
\*Le modèle illustré n'est pas couvert par la RAMQ

**Laflamme & Associés (514) 849-4500**  
Audioprothésistes  
1 800 422-6181

<b>MONTREAL</b> 525, rue Sherbrooke Est #1	<b>LONGUEUIL</b> 99, place Charles-Lemoyne, bureau 102	<b>BELOEIL</b> 365, boul. Laurier, bureau 101
<b>ST-JEAN</b> (450) 349-1260 900, boul. du Séminaire, bureau 140	<b>LAVAL</b> (450) 629-9887 1435, boul. St-Martin Ouest, bureau 300	<b>GRANBY</b> (450) 378-7337 320, boul. Leclerc Ouest, bureau 8

Une prothèse auditive SANS FRAIS ET SANS LIMITE D'ÂGE selon les règles de la Régie d'assurance-maladie du Québec.\*

# Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY  
PRÉSIDENT  
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON  
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS  
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC  
EDITORIALISTE EN CHEF

## Faux espoirs à Sarajevo

Le sommet réunissant 25 chefs d'État et de gouvernement, la semaine dernière, à Sarajevo, avait pour but de donner plus de poids politique au Pacte de stabilité pour les Balkans.

Il est trop tôt pour que ce sommet donne naissance à des projets concrets. Mais l'intérêt que ses signataires lui portent fait penser à beaucoup qu'il s'agit d'un nouveau plan Marshall dont le but serait d'intégrer les pays du sud-est de l'Europe, devenus démocratiques, à l'Union européenne. Cette pensée est généreuse, mais elle est aussi dangereuse, car elle sous-estime l'ampleur du problème.



Frédéric Wagnière  
fwagnier@lapresse.ca

Le plan Marshall a sauvé l'Europe d'après-guerre du piège des dettes de guerre et des réparations qui avaient empoisonné les relations internationales depuis le traité de Versailles jusqu'à sa répudiation par Hitler. L'aide américaine d'après-guerre a aussi permis aux pays européens d'importer des biens de première nécessité des États-Unis et, surtout, de relancer le commerce entre les pays. Les Européens avaient été à la pointe de la recherche scientifique, de la technologie et de l'organisation industrielle depuis trois siècles. Après 1945, ce qu'il fallait était de reconstruire tout ce qui avait été détruit pendant la guerre pour que l'économie européenne rebondisse.

Dans le cas des Balkans, ce n'est pas de l'aide à la reconstruction qu'il faut, mais de l'aide au développement. La pauvreté dans les Balkans n'est pas due aux luttes ethniques et politiques des 10 dernières années, mais vient du fait que la région n'a jamais atteint le même degré de développement que l'Europe de l'Ouest. Pour combler ce retard, il faudra un énorme effort des pays concernés, en plus de l'aide des pays industrialisés. Comme le dit M. Bodo Hombach, le coordonnateur du Pacte, les pays donateurs s'attendent à une certaine réciprocité, à une contrepartie pour leur aide.

Dans les Balkans, un énorme problème réside dans le manque d'unité, à tous points de vue, au sein des pays visés. Par exemple, la Hongrie et la Slovaquie ne veulent pas de l'aide, parce qu'elles sont candidates à devenir membres de l'Union européenne et que mille ans d'histoire les séparent des Balkans et les rattachent à l'Europe occidentale. Pendant ce temps, la Roumanie et la Bulgarie font indubitablement partie des Balkans, mais ces pays se sont adaptés tant bien que mal à la réalité post-soviétique et espèrent devenir à leur tour candidats à l'UE.

Restent les pays les plus pauvres, qui ont le plus besoin de l'aide et du Pacte. La Bosnie, la Macédoine et l'Albanie ont en commun une économie du tiers-monde, des tensions ethniques et une instabilité politique. Enfin, la Yougoslavie était représentée à Sarajevo par des leaders de l'opposition en Serbie et par le président monténégrin, Milo Djukanovic, qui étaient là en tant qu'observateurs. Quant au président Slobodan Milosevic, le sommet a carrement demandé aux Serbes de s'en débarrasser.

En se réunissant à Sarajevo, le sommet ne pouvait mieux choisir. C'est un exemple de la réalité dans les Balkans — la capitale d'un pays dont les habitants sont unis par une animosité mutuelle. Deux choses empêchent l'éclatement de ce pays : des troupes et l'aide de l'étranger. Et si l'on y ajoute la Serbie, le Kosovo, la Macédoine et l'Albanie, on ne fait que multiplier les haines et les divisions. On ne voit pas comment ces pays pourraient créer le pendant balkanique de l'Organisation européenne de coopération économique, qui coordonnait les politiques économiques à l'époque du plan Marshall, sans une forte intervention étrangère.

Or, ce genre de protectorat, que l'Europe imposerait aux Balkans avec l'encouragement des États-Unis, ne crée pas les liens d'égalité de droits et de réciprocité qui sont à la base de l'Union européenne. Ainsi, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans le Pacte de stabilité. Comme on le voit de façon criante au Kosovo, les pays, les communautés nationales, les partis et les clans de ces pays ne sont pas prêts à sacrifier leurs rancunes et leurs intérêts étroits pour jouir de la stabilité et des droits démocratiques. Et la communauté internationale n'y peut rien.

## C'était en 1900

Pour marquer la fin du siècle, La Presse vous propose tout au cours de l'été des extraits d'éditoriaux publiés en 1900.

### LES FINANCES PROVINCIALES

La Gazette Officielle de Québec, nous arrive avec l'état des recettes et paiements de la Province, pour l'exercice terminé le 30 juin dernier.

Les revenus ordinaires se sont élevés à \$ 4,421,716.96. Les dépenses ont été de \$ 4,403,524.41, y compris l'énorme somme de \$ 5,000.00 ! déboursée pour ce que le trésorier provincial appelle des « Travaux extraordinaires ».

Il y a donc un surplus de \$ 18,182 dans la cassette de M. le Premier ministre. Ce n'est pas énorme, si vous voulez, déclare M. le Trésorier, dont la politique, depuis l'« Alpha » jusqu'à l'« Oméga », repose dans la création d'un surplus, jouissance stérile s'il en est une quand elle s'acquiert aux dépens des services les plus urgents et les plus féconds pour la patrie.

On a appliqué force démentis aux critiques de l'opposition, mais ils sont bien vengés aujourd'hui, puisque la dépense normale de cette province, établie à \$ 4,200,000 par les conservateurs, se trouve portée à \$ 4,403,524.41.

Ce chiffre détruit tous les calculs de M. Marchand, et réduit à rien toutes ses prévisions budgétaires. On conçoit donc que le premier-ministre n'ait pas fait accompagner la nouvelle de son surplus d'autant de coups de tam-tam et de grosse caisse que l'an dernier.

Mardi, 21 août 1900

CHRÉTIEN ENCORE LÀ DANS QUATRE ANS



DROITS RÉSERVÉS

serge.chapleau@lapresse.ca

## OPINIONS

edito@lapresse.ca

# Donner sa langue au chat

Pourquoi les enfants apprendraient-ils une langue que les adultes autour d'eux ne respectent pas ?

PAUL DOSTIE  
L'auteur est professeur de français.

Au Québec, si on en juge à l'usage, la langue serait davantage un organe sexuel qu'un outil de communication. Monica ! Quand on la tourne sept fois avant de parler, le plus souvent, c'est dans la bouche de l'autre dans une sorte de « french kiss » affamé et bruyant. Ici, on se fout des idées et même des sentiments. Ce qui compte, c'est le bruit lui-même comme une affirmation de soi, à moins qu'il ne soit le signe de sa révolte. Comment le savoir quand le message est baragouiné ?

Pourquoi les enfants apprendraient-ils une langue que les adultes autour d'eux ne respectent pas ? « On se comprend, man ! » Pourquoi leur faudrait-il nommer, expliquer et analyser quand ils constatent que, dans la société de droit qui est la leur, à la maison, à l'école, dans la rue, à la télévision et au Parlement, il suffit de s'exprimer pour avoir raison ? Un petit sondage avec ça ? La vérité est là, dans le rot comme dans tous ces sondages à la con qu'on nous sert pour mieux nous manipuler. Vive la démocratie ! Nous subissons la dictature du « moi personnellement je... » où le dernier des parvenus croit, dans sa grande naïveté, ne rien devoir aux autres. « I am a self made-man », clame-t-il, sans la moindre pudeur. Incapable de s'affirmer dans sa propre langue, il choisit celle du voisin pour épater la galerie, à moins que le subterfuge ne soit l'aveu d'une certaine pudeur. La culpabilité serait alors la mère de l'espoir ? Pas facile d'être québécois.

Parce qu'on finit par se deviner, par se comprendre à force de circonlocutions, on s'imagine connaître sa langue et on se refuse d'en apprendre la grammaire. C'est bon pour les étrangers. Mais cela n'empêche pas d'exiger la note de passage. « Ben voyons donc ! » Et papa, maman, l'école et le monde des affaires répètent en chœur, deux fois plutôt qu'une, que l'anglais ouvre toutes les portes comme si vivre dans un courant d'air représentait un idéal.

Les uns et les autres, pour une raison ou pour une autre, dilapident l'héritage sans s'inquiéter de la suite du monde. Pourtant, chacun devrait savoir qu'il n'y a pas homme plus pauvre que celui qui ne peut nommer sa souffrance, et que la langue a ceci de génétique qu'elle est le support de notre identité individuelle et collective. C'est autre chose que la boîte vocale et que le « murmure marchand ». À se rapetisser, à se nier comme nous le faisons sans arrêt, nous nous condamnons à l'isolement tribal, peut-être même à la schizophrénie. « Plus on est de fous, plus on

rit ; plus on rit, plus on est fous. » Réalité ou mensonge ?

D'un festival à l'autre, du musée à l'université du rire, ce qui compte, c'est de capoter. Vous comprendrez qu'enseigner le français dans ces conditions contribue à la même folie parce que, tous les jours, le professeur de français est contredit voire nié dans son travail et ce, à tous les niveaux de l'échelle sociale, de l'illettré à l'aculturé, en passant par les Ducon, les Toulemonde et même les Untel. Imaginez que je prétende que la Terre soit plate, que deux plus deux fassent cinq, que Dieu soit pédéraste ou que l'Holocauste soit une invention... On me tomberait dessus à bras raccourcis, on me fusillerait. Pourtant, il n'y a pas une journée où le premier venu préfère l'anglicisme au terme français :

le bol à la cuvette, la cédule au calendrier, le gas à l'essence, l'item à l'article, la prescription à l'ordonnance, la commission au comité, le set au mobilier, le breuvage à la boisson, le coach à l'entraîneur, le fax au télécopieur... Certains, au nom de la force du nombre, tentent même d'imposer une nouvelle orthographe au mot « professionnelle ». Essayez maintenant de convaincre les enfants d'apprendre le français quand les adultes chargés de leur donner l'exemple ont démissionné, quand ils n'ont pas déjà sombré dans la vulgarité. Bien sûr, du bout des lèvres, ils plaident l'importance de la langue, versent une larme de crocodile ou martèlent avec le poing leur conviction bidon, mais aussitôt le discours achevé, ils sautent sur leur « joul » pour courir la galipote ou commander leur souper. Descendre dans la rue pour défendre le français en brandissant des pancartes, c'est une chose ; le parler, c'en est une autre.

Gardons-nous, cependant, de réduire la langue à son orthographe : ce serait trop bête. C'est un chapitre parmi tant d'autres, même s'il a ses caprices. La langue, c'est d'abord la pensée elle-même et son organisation. Il faudrait, comme dans la bible, inventer un 1er jour pour nommer les choses, même les plus élémentaires. Quand on confond les bas et les chaussettes, la brassière et le soutien-gorge, la calotte et la casquette, la culotte et le pantalon, le

chandail et le gilet, le manteau et le blouson, le cabaret et le plateau, le bouton et le piton et, pourquoi pas, le suçon et la sucette, nous ne sommes pas loin d'être confus. Et je vous fais grâce des « je peux tu... », des « c'est quoi que... », des « si je pourrais... », des « quand qu'on... » et des « je m'excuse... » comme si on pouvait se pardonner une offense faite aux autres. Est-ce là l'héritage que nous voulons laisser à nos enfants qui ont vite décodé notre double langage et notre hypocrisie ?

Le drame, ce ne sont pas tant les erreurs de syntaxe ni les fautes d'orthographe que nous commettons tous, mais l'entêtement que nous mettons à ne pas les corriger et l'orgueil malsain du « chus québécois » parce que nous ne pouvons plus invoquer l'ignorance sans l'avoir choisie. Avons-nous le droit de leur laisser moins que nous avons reçu ? Avons-nous le droit de leur enseigner le français de la même manière que nous leur apprenons une langue seconde ; uniquement sur les bancs de l'école ? Nous payons cher, aujourd'hui, la paresse des pseudo-bilingues qui ont traduit mot à mot des expressions ou termes anglais sans vérifier s'ils avaient le même sens en français. On ne peut pas sauver de l'argent ni acheter un jeu de blocs à un enfant. On ne peut pas, non plus, confondre l'agenda et l'ordre du jour, l'appointment et le rendez-vous, le délai et le retard, la filière et le classeur, le spécial et le plat du jour, le terme et le mandat, la bourse et le sac (à main), etc. Nous voilà condamnés à désapprendre avant de réapprendre. On a donc compliqué l'apprentissage du français et on continue à le faire par négligence et entêtement. On a même lâchement convaincu les gens de l'impossibilité de l'apprendre en leur faisant croire que le français est une affaire de spécialistes. Dans un pays normal, l'héritage se transmet naturellement. Comme nous sommes paresseux, ce n'est pas demain la veille que nous donnerons à nos enfants le cadeau d'une langue fluide. Combien s'en préoccupent ? Ferdinand Saussure, le fondateur de la linguistique moderne, a déjà écrit que « la faculté — naturelle ou non — d'articuler des paroles ne s'exerce qu'à l'aide de l'instrument créé et fourni par la collectivité. »

En ce sens, nous sommes tous coupables du piètre état de l'outil que nous léguons à nos enfants. Combien d'adolescents ont reçu un livre en cadeau cette année ? Combien ont accès à une bibliothèque ? Combien peuvent encore échanger autour de la table au lieu de regarder la télé en mangeant ? Dans cette foutue société obnubilée par les chiffres et les statistiques, le déficit zéro et les histoires de cul, combien se soucient des mots de tête et des mots du coeur ? Si notre idéal est dans les additions et les soustractions, comptons, dès à présent, les jours qui nous restent. Comptables soit, mais lucides !

# Monde

L'EXPRESS  
INTERNATIONAL



LIBAN

## Civils menacés

Le Comité international de surveillance de la trêve au Liban-Sud, réuni hier au siège de l'ONU à Naqoura, a accusé Israël et la résistance libanaise d'avoir violé les arrangements d'avril 1996 chacun à quatre reprises entre le 26 juillet et le 1<sup>er</sup> août. « Le comité appelle les deux parties à prendre des précautions plus efficaces de façon à ce que leurs actions militaires ne mettent pas la vie des civils ou leurs biens en danger », a indiqué un communiqué publié à l'issue de la réunion.

d'après AFP

USA-CUBA

## Vols charters

Les États-Unis ont décidé d'autoriser des compagnies aériennes de charters à ouvrir des routes vers Cuba depuis New York et Los Angeles, afin de développer les liens « de personne à personne » avec l'île, a annoncé hier le secrétaire d'État. Miami était jusqu'ici la seule ville reliant les États-Unis à Cuba. Ces vols charters restent cependant interdits aux touristes américains et ne constituaient pas un relâchement de l'embargo contre Cuba.

d'après AFP

SOUDAN

## Plan libyen

Le Congrès national (CN, parti au pouvoir au Soudan) a accepté hier le plan libyen pour une réconciliation nationale et exprimé des réserves sur les conditions posées par l'opposition pour entamer un dialogue avec le gouvernement. Le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi a reçu entre-temps les opposants soudanais, réunis depuis vendredi à Tripoli, pour examiner son plan de réconciliation avec le gouvernement islamiste de Khartoum.

d'après AFP

ULSTER

## Suspects interrogés

Deux suspects étaient interrogés hier soir à Belfast dans le cadre de l'enquête sur le meurtre d'un jeune homme de 22 ans dont le corps avait été découvert vendredi dans un quartier catholique de la ville, a-t-on appris auprès de la police d'Ulster. Charles Bennett, qui a été enterré hier, avait été découvert abandonné dans un terrain vague, baillonné et les mains liées dans le dos, une balle dans le corps.

d'après AFP

TADJIKISTAN

## L'opposition désarme ?

L'opposition tadjike a décidé de déposer officiellement les armes, a déclaré son chef Saïd Abdoullah Nouri, hier, à Douchanbe, devant des membres du gouvernement et des représentants de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et de l'ONU. « Désormais, l'opposition ne sera plus que politique afin de participer aux élections présidentielles et législatives », a déclaré Nouri.

d'après AFP

CAMBODGE

## Ta Mok

Le gouvernement s'apprête à déposer un projet de loi pour garder en détention pendant trois ans sans procès le chef militaire khmer rouge Ta Mok, afin d'éviter des révélations embarrassantes devant un tribunal, a annoncé un député proche du gouvernement, Monh Saphan. Cette loi, qui devrait être votée sans encombre la semaine prochaine, concerne toute personne accusée de génocide, crimes contre l'humanité ou crimes de guerre. Les États-Unis ont aussitôt réagi en appelant le Cambodge à juger « promptement » le chef khmer rouge, âgé de 73 ans. La loi cambodgienne ne permet pas la détention préventive pour plus de six mois.

d'après AFP

Autres informations  
page B4

# Alerte humanitaire en Afghanistan

## 100 000 civils ont fui l'avance des talibans vers le nord

d'après AFP et AP  
KABOUL

Au moins 100 000 Afghans ont fui l'offensive des talibans, ce qui fait craindre une grave crise humaine alors que la milice islamique continue d'avancer vers le nord de l'Afghanistan.

L'importance de cet exode est estimée à 100 000 personnes, selon des responsables humanitaires.

L'opposition affirme pour sa part que 250 000 civils se sont réfugiés ces derniers jours dans la vallée du Panshir, où les troupes du commandant Ahmed Shah Massoud se sont retirées lundi après leur défaite face à la milice des « étudiants en théologie » au pouvoir à Kaboul.

Les talibans, qui contrôlent désormais plus de 80 % du territoire afghan, ont lancé mercredi dernier une offensive générale contre les forces du commandant Massoud, afin, selon un responsable de la milice, « d'en finir une fois pour toute avec l'opposition ».

Les États-Unis se sont déclarés hier « profondément peiné » par l'offensive des talibans, mais affirmé que ceux-ci « se faisaient des

illusions » s'ils pensaient pouvoir gagner la guerre civile.

« Nous ne pensons pas que ce conflit puisse se résoudre sur le champ de bataille; il ne le sera qu'à la table de négociations », a déclaré le porte-parole du secrétariat d'État, James Rubin.

Les talibans et l'alliance de l'opposition avaient indiqué le 19 juillet être prêts à des négociations immédiates pour mettre fin à la guerre, lors d'une conférence internationale à Tachkent.

« Il y a 250 000 réfugiés dans la vallée » à la lisière sud de la chaîne montagneuse de l'Hindou Kouch, a déclaré un porte-parole du commandant Massoud. « Ils ont peu d'eau et de la nourriture pour quelques jours, et on ne peut rien faire pour eux », a-t-il ajouté, en appelant à des aides internationales.

Des responsables de l'ONU con-

tactés à Islamabad ont affirmé avoir connaissance de cet afflux de réfugiés, mais sans en connaître « le nombre exact ». « Nous évaluons la situation pour organiser les secours à ces populations si cela s'avérait nécessaire », a dit un responsable.

« Il peut y avoir une très grosse crise humanitaire », a prévenu un expert occidental car, selon lui, le chiffre des déplacés peut grossir « dans la mesure où la population civile de la région des combats est estimée à 300 000 personnes ».

Selon l'opposition, l'arrivée des réfugiés a doublé la population de la vallée depuis le début de l'offensive des talibans, mercredi dernier, qui leur a permis de prendre l'immense plaine de Shamali au nord de Kaboul.

Un autre porte-parole du commandant Massoud a décrit l'exode de ces réfugiés comme « le pire de ces 20 dernières années de guerre en Afghanistan », y compris « à l'époque de la guerre contre les Soviétiques » dans les années 1980, a-t-il dit.

« Les gens continuent de fuir », a ajouté le Dr Abdullah, qui a affirmé que les talibans continuaient leur avance vers le nord en péné-

trant dans l'Hindou Kouch vers le tunnel du Salang qui ouvre la porte des régions du nord-est sur lesquelles le commandant Massoud exerce encore un contrôle précaire.

Des sources indépendantes ont précisé que ces civils étaient pour la plupart d'origine tadjike, qui ont quitté les localités du nord par crainte « d'actions punitives » des talibans pour leur soutien à Massoud, lui aussi d'origine tadjike comme la plupart de ses troupes.

Les organisations des droits de l'homme et l'ONU ont dénoncé à maintes reprises des massacres massifs de populations locales par les talibans après leurs conquêtes dans le nord et le centre.

À l'été de 1998, selon l'ONU et Amnistie internationale, les talibans ont tués plusieurs milliers de civils hazaras — hommes, femmes et enfants — dans les deux jours qui ont suivi la prise de Mazar-i-Sharif, « capitale » de l'opposition nordiste, le 9 août.

Selon les mêmes sources, les miliciens islamiques se sont livrés à des actions similaires à nouveau contre des Hazaras dans le centre du pays, quand ils ont reconquis le Hazarajat en avril.

# Victoire de l'opposition en Indonésie

## Habibie confirme les résultats des élections du 7 juin



d'après AFP  
DJAKARTA

Le président Jusuf Habibie a proclamé hier les résultats des élections législatives du 7 juin, près de deux mois après le premier scrutin libre organisé en Indonésie depuis 40 ans, qui consacre le parti d'opposition PDIP premier parti du pays.

« Je déclare valides les résultats des élections générales tels que rapportés le 26 juillet », a annoncé le chef de l'État devant les chefs des partis qui seront représentés au Parlement, a indiqué l'un des participants.

« Les phases suivantes (du processus électoral) peuvent maintenant être engagées comme prévu », a-t-il dit, ouvrant la voie à la constitution des Parlements national et régional ainsi que de l'Assemblée consultative du peuple qui doit élire en novembre un nouveau président et un vice-président.

Habibie, qui a succédé en mai 1998 au président Suharto, contraint à la démission après 32 ans de règne de main de fer, et le chef de l'opposition, Mme Megawati Sukarnoputri, fille du président-fondateur de l'Indonésie Soekarno, écarté du pouvoir en 1965, sont les deux favoris du scrutin présidentiel.

Le Parti démocratique indonésien de lutte (PDIP) de Mme Megawati a obtenu 33,7 % des voix lors du vote du 7 juin, devant le Golkar, le parti au pouvoir, qui n'a comptabilisé que 22 % des suffrages.

Le porte-parole de la résistance est-timoraïse José Ramos-Horta, Nobel de la Paix, a appelé à « laisser du temps » à Mme Megawati.

« Il faut lui laisser du temps. Elle fera mieux que Suharto et la plupart des hommes », a-t-il dit sur une radio allemande.

« On entend dire qu'elle ne peut

pas être une bonne présidente parce qu'elle est femme et qu'elle manque d'expérience. Mais regardez donc ce que les hommes ont fait dans le monde: ils ont dirigé des pays en tyrans, en dictateurs, et ils ont ruiné des nations », a souligné Ramos-Horta.

La validation des résultats avait été reportée plusieurs fois et finalement confiée au chef de l'État. En effet la Commission électorale n'était pas parvenue à dégager la majorité requise en son sein pour annoncer ces résultats: 27 partis sur les 48 qui avaient brigué les 462 postes à pouvoir au Parlement et qui siégeaient tous à la Commission avaient refusé d'entériner les scores.

Ce refus était lié à des soupçons d'irrégularités, mais certains petits partis exigeaient d'obtenir pour chacun d'eux un siège au Parlement alors que la loi prévoit la dissolution de tous les partis ayant obtenu moins de 2 % des voix.

Le Parti du réveil national (PKB), présidé par le principal leader réformateur et musulman Abdurrahman « Gus Dur » Wahid, est arrivé troisième avec 12,6 % des voix, suivi du Parti musulman du développement uni (PPP) avec 10,7 % et du Parti du mandat national (PAN) du réformateur Amien Rais avec 7,2 %, les 43 autres partis en lice se partageant le reste des voix.

Cependant, l'Assemblée consultative du peuple n'est pas tenue de prendre en compte les résultats du scrutin législatif dans ses choix quand seront pourvus les postes-clés du pouvoir indonésien, lors de l'élection présidentielle.

Cette assemblée se compose des 500 membres du Parlement — les 462 députés élus le 7 juin et 38 militaires dont les sièges sont attribués sans vote — et de 200 représentants désignés.

REPÈRES/CHILI

# Une perche pour Pinochet?

d'après AFP et AP  
MADRID

La possibilité d'un « arrangement à l'amiable » entre l'Espagne et le Chili pour régler l'épineux « cas Pinochet » au profit de l'ex-dictateur chilien inquiète sérieusement la justice ainsi que l'opposition en Espagne.

Le Chili veut à tout prix éviter l'extradition vers l'Espagne d'Augusto Pinochet, 83 ans, en résidence forcée au Royaume-Uni depuis 10 mois, et à obtenir son retour rapide à Santiago.

Pour cela, il vient de proposer à Madrid un arbitrage bilatéral mettant l'affaire en dehors des mains de la justice.

Cette proposition a été adressée par écrit au ministre espagnol des Affaires étrangères, Abel Matutes, par son homologue chilien Juan Gabriel Valdes, qui a dit dimanche espérer une réponse rapide du gouvernement centriste de José Maria Aznar.

Les audiences en vue de l'extradition de Pinochet doivent débuter le 27 septembre devant la Cour

londonienne de Bow Street.

Cette solution à l'amiable pourrait permettre d'annuler la demande d'extradition formulée par le juge madrilène Baltasar Garçon pour les crimes commis sous le régime militaire chilien (1973-1990), indique-t-on de sources judiciaires.

Elle nécessite toutefois l'avis du Conseil d'État espagnol et éventuellement un vote positif du Congrès des députés.

Le gouvernement ne demandera un avis du Conseil d'État sur le « cas Pinochet » que si « il y a un doute raisonnable, une possible interprétation différente de celle qui a été donnée au gouvernement espagnol jusqu'à présent », a indiqué hier le ministre des Affaires étrangères, Abel Matutes.

Il a confirmé que le Chili insistait sur le recours à un arbitrage international pour trancher la question.

Londres a affirmé hier qu'il était prêt à libérer Pinochet si l'Espagne abandonnait la procédure d'extradition engagée.

L'affaire Pinochet, qui dure depuis octobre, empoisonne les relations politiques et économiques — les firmes espagnoles sont forte-

ment implantées au Chili — entre Santiago et Madrid.

Un accord à l'amiable hispano-chilien reste hypothétique pour l'instant, mais la gauche et la justice espagnoles sont déjà montées au créneau pour condamner une telle éventualité.

« Quand une affaire est dans les mains de la justice, ni un gouvernement ni un Parlement ne peuvent la lui retirer », a dit le chef du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), Joaquín Almunia.

Le PSOE, première force d'opposition au gouvernement Aznar, a réclamé la comparution urgente, devant le Congrès des députés, du ministre des Affaires étrangères pour qu'il vienne s'expliquer sur les conversations en cours avec les autorités chiliennes.

Le juge Garçon a rejeté tout arrangement à l'amiable avec le Chili et a demandé au gouvernement de clarifier sa position.

Un arbitrage bilatéral « pourrait interférer avec un domaine qui relève uniquement de la compétence de la juridiction pénale et porter atteinte au principe de l'indépendance judiciaire », a expliqué le juge dans un document remis hier

à Matutes.

Un arbitrage « bafouerait la Constitution espagnole » dont l'article 118 oblige l'exécutif à « respecter les sentences et les décisions des juges et des tribunaux », a affirmé de son côté l'association (progressiste) Juges pour la démocratie.

L'Association professionnelle de la magistrature (APM), considérée pourtant comme conservatrice, a aussi estimé que le gouvernement « ne peut influencer sur les tribunaux ».

Les parties civiles dans la procédure engagée contre Pinochet s'opposent également avec force à un éventuel règlement à l'amiable. Un accord entre Madrid et Santiago provoquerait « une crise au sein de l'État de droit espagnol », a pronostiqué un de leurs avocats, Joan Garcés.

À Paris, la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) a demandé à Aznar de ne pas céder aux pressions chiliennes et de « rester ferme » sur sa position « qui est de ne pas laisser impunis des crimes contre l'humanité ». La FIDH estime que les conditions ne sont pas réunies pour juger Pinochet au Chili.

# L'UCK accusée de persécuter Serbes et Tziganes

## Kouchner fait marche arrière sur ses « 11 000 morts dans les charniers »

d'après AP et AFP  
PRISTINA, Yougoslavie

L'UCK est dans le collimateur des organisations de défense des droits de l'homme : dans deux rapports publiés hier, elles font état de persécutions systématiques des minorités serbe et tzigane par les hommes de l'Armée de libération du Kosovo sous les yeux d'une KFOR impuissante.

Témoignages et preuves à l'appui, Human Rights Watch et le Centre pour les droits des Roms d'Europe, basé à Budapest, écrivent que la vengeance bat son plein depuis juin, malgré le retrait des forces serbes et de l'armée yougoslave de la province.

« Bien plus de 164 000 Serbes ont fui le Kosovo » depuis, ainsi qu'un « nombre important » de Tziganes, considérés par bon nombre d'albanophones comme des collaborateurs. L'exode des Serbes se poursuivait lundi, selon l'agence indépendante Beta.

Petit redressement : la KFOR a

arrêté hier cinq Kosovars, dont quatre sont soupçonnés du meurtre d'un Serbe à Pristina.

Mais Human Rights Watch parle d'une série d'assassinats de Serbes depuis la mi-juin, dont de nombreux civils innocents, et dont le plus sinistre épisode fut le massacre de 14 paysans à Gracko il y a une dizaine de jours.

L'ONG rapporte aussi les enlèvements de Serbes et de Tziganes : « la plupart du temps, les hommes sont interrogés, frappés, très brutalement parfois ». La plupart sont libérés, mais « certains ont disparu et sont présumés morts ».

Selon un témoignage rapporté par le Centre des Roms, un Tzigane arrivant dans le village de Drenovca a trouvé un autre Tzigane, ensanglanté : « Il a levé sa chemise et m'a montré ses côtes. Sa poitrine était noire. C'était horrible. »

C'est alors que des Albanais, certains portant l'uniforme de l'UCK, se sont retournés contre lui : « Ils m'ont donné des coups de pied sur tout le corps, y compris sur les par-

ties génitales. Je ne voyais plus rien, j'avais les yeux pleins de sang. »

L'ayant passé à tabac, les Albanais l'ont forcé à enfiler un uniforme de l'armée yougoslave, apparemment pour le transformer en cible de choix pour d'autres Albanais. Sa femme devait finir par découper cet uniforme qui avait collé à ses plaies.

### Drôle de réponse

Huit autres témoignages rapportés par le Centre des Roms relatent les mêmes histoires de violences, menaces et intimidations. L'un d'entre eux raconte que sa femme, sa soeur et sa mère ont été violées par des soldats de l'UCK.

Face à ces exactions, les réponses de organismes internationaux sont « inadéquates », estiment Human Rights Watch et le Centre des Roms. Les soldats de la KFOR ne sont pas assez nombreux, n'ont pas assez l'expérience de la police civile, sont préoccupés de leur propre sécurité, et les idées sur leur

mandat divergent.

« Sans la présence de la KFOR, la situation aurait été pire », a commenté Roland Lavoie, porte-parole de la KFOR, précisant que « nous ne pouvons pas être satisfaits ».

Pour leur part, les dirigeants de l'UCK ont à nouveau nié toute implication dans ces persécutions et ils ont promis de coopérer avec l'OTAN. « N'oubliez pas qu'il est possible d'acheter des uniformes de l'UCK presque partout en Albanie et ailleurs pour seulement 30 marks allemands (15 \$ US) », a affirmé Lirak Celaj, porte-parole de l'UCK dans le nord du Kosovo.

Ces dénonciations de l'UCK tombent au milieu d'une polémique provoquée par l'administrateur de l'ONU Bernard Kouchner sur le nombre de Kosovars victimes de la répression serbe.

Ce nombre est très variable selon les sources — entre plusieurs centaines et 11 000, chiffre avancé par Kouchner en parlant des « morts dans des fosses communes au Kosovo ».

« C'est une énorme bourde, une faute politique », commentaient hier des officiers de la KFOR.

Interrogé, Kouchner a précisé qu'il s'agissait du « chiffre du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI) ».

Le TPI a aussitôt démenti et s'est étonné de la déclaration de Kouchner, soulignant qu'« en dehors des 340 victimes avérées de massacres dont nous avons fait état dans l'acte d'accusation concernant le président yougoslave Slobodan Milosevic, fin mai, le TPI n'a encore publié aucun chiffre ».

Hier, Kouchner a fait machine arrière en affirmant que le chiffre de « 11 000 morts » était « le nombre potentiel de victimes » basé sur des informations « de toutes sources ».

L'enjeu est de taille : la répression des Albanais du Kosovo par les forces serbes et la « présumption de génocide » ont justifié l'intervention de l'OTAN contre le régime de Belgrade.



Des miliciens du groupe paramilitaire d'extrême droite **Unités d'autodéfense de Colombie (AUC)** patrouillant hier, armes à la main, les rues de la petite ville de Tulua. L'AUC s'y est déployé en accusant les habitants locaux de soutenir la guérilla de gauche. Selon certains rapports, les miliciens ont brûlé les maisons de quelques habitants suspects.

# Pastrana maintient sa volonté de dialoguer avec les guérillas

## Les Colombiens ont peine à suivre leur président

d'après AFP  
BOGOTA

Le président conservateur Andrés Pastrana poursuit sa politique de la main tendue aux guérillas malgré une brutale chute de sa popularité provoquée par le regain de violence en Colombie, avec en moins d'un mois plus de 400 victimes.

Aux coups de main sanglants revendiqués depuis vendredi par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, communistes), la principale guérilla avec 12 000 hommes, ont succédé hier les affrontements de cette organisation avec l'armée à Turbo, où plus de 40 insurgés et un soldat auraient été tués.

Les FARC avaient revendiqué un attentat à la voiture piégée à Medellín vendredi (10 morts) et la destruction du village de Narino dimanche (18 morts).

Le chef de l'État, décidé à obtenir la réconciliation nationale au terme d'une guerre civile qui a déjà fait 120 000 morts depuis 1964,

s'est gardé de toute mise en cause des FARC en dépit de ces violences.

Il vient également de faire un pas hier en direction de l'autre guérilla, l'Armée de libération nationale (ELN, guévariste, 5000 hommes) en laissant entendre qu'il était prêt au dialogue si l'ELN libérait les 64 otages qu'elle détient depuis avril.

Les combats menés par les FARC contre l'armée et les civils n'ont cessé d'alterner avec les tentatives du pouvoir d'engager des pourparlers de paix avec elles, et se sont soldés depuis le 8 juillet par un bilan de plus de 400 victimes.

Les négociations ont été suspendues sine die vendredi, mais aussi bien le gouvernement que les FARC ont affirmé vouloir maintenir ouvert le dialogue.

Leur différend porte sur le rôle de la commission internationale de vérification dans la zone démilitarisée de 42 000 km<sup>2</sup>, grande comme la Suisse, laissée par les autorités aux insurgés dans le sud du pays

depuis novembre en gage de bonne volonté.

Pour le pouvoir, la commission doit vérifier les activités des FARC dans cette « zone de détente », abandonnée sans contre-partie ni exigence de cessez-le-feu, ce que refusent les guérilleros.

Ces concessions du président Pastrana, si elles confirment sa disposition au dialogue à tout prix, sont de plus en plus mal comprises par l'opinion publique.

Après son élection en juillet 1998, le chef de l'État avait été largement approuvé pour ses deux rencontres dans la jungle, dans le sud du pays, avec le chef et fondateur des FARC, Manuel Marulanda, surnommé « Tirofijo » (en plein dans le mille), afin d'ouvrir le dialogue avec les rebelles.

Mais sa cote de popularité s'est effondrée : 70 % des Colombiens affirment aujourd'hui ne plus comprendre la politique de paix du président, 66 % ont une image négative de lui (contre 69 % d'opinions positives six mois plus tôt).

# Le Kremlin dément tout report des élections

d'après AFP, MOSCOU

Les élections législatives en Russie auront lieu comme prévu en décembre 1999, a assuré hier le Kremlin, niant les affirmations de l'ancien chef de l'administration présidentielle Sergueï Zverev, qui avait affirmé que le scrutin serait reporté.

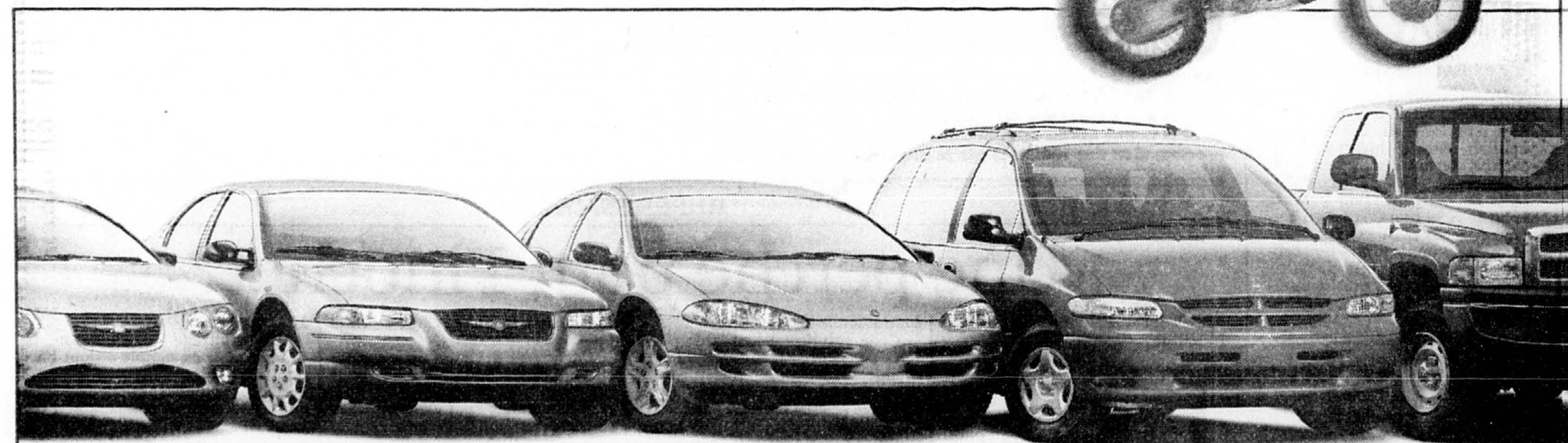
« Les élections parlementaires et présidentielle auront lieu à la date prévue. En 2000 nous aurons un nouveau président. Il n'y aura pas d'actions de force, de prolongation de mandat », a assuré le porte-parole du président russe Dmitri Yakouchkine, en direct sur la

chaîne publique ORT.

Zverev, limogé la veille par le Kremlin, a estimé hier que les législatives pourraient être reportées en raison de la situation au Kremlin qui « échappe à tout contrôle ».

Il a évoqué une possible démission du premier ministre Sergueï Stepachine comme un des scénarios au sein de l'administration.

Zverev a encore accusé l'administration présidentielle de ne rien faire pour faciliter la future passation de pouvoir à l'issue du mandat du président Eltsine en juin 2000.



### CHRYSLER CIRRUS LX 1999

• Climatiséur • Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage électriques

269\$<sup>†</sup> / MOIS

Location, terme de 36 mois. Comptant initial de 2 250 \$.

Taux de financement de 0%<sup>††</sup> à l'achat, jusqu'à 48 mois.

### CHRYSLER INTREPID 1999

• Climatiséur • Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage électriques

299\$<sup>†</sup> / MOIS

Location, terme de 36 mois. Comptant initial de 3 200 \$.

Taux de financement de 1,8%<sup>†</sup> à la location. Prix d'achat 22 199\$

### MINIFOURGONNETTE CHRYSLER 1999

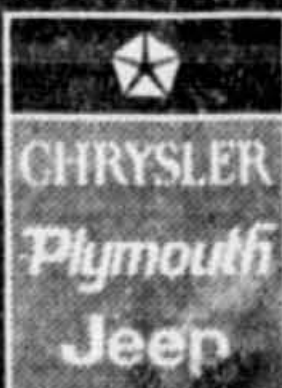
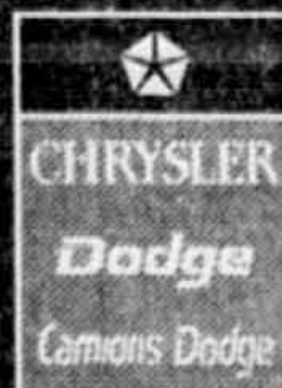
• Deux portes coulissantes • Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage électriques

239\$<sup>†</sup> / MOIS

Location, terme de 36 mois. Comptant initial de 4 110 \$.

Aucun dépôt de sécurité. Taux de financement de 1,8%<sup>†</sup> à la location. Prix d'achat 21 499\$

# LA VENTE COLOSSALE





# Le nom sera quelque peu différent, mais l'esprit de Canada Trust demeurera

À nos clients et clientes,

Comme vous l'avez sans doute appris, la Banque TD a annoncé son intention d'acheter Canada Trust et d'ainsi former une nouvelle entreprise de services bancaires au détail nommée **TD Canada Trust**. La Banque TD est reconnue pour sa présence prépondérante dans les domaines du courtage à escompte et des services de conseils financiers. Le regroupement envisagé cadrera donc parfaitement avec l'objectif de Canada Trust qui est d'offrir un service à la clientèle exceptionnel.

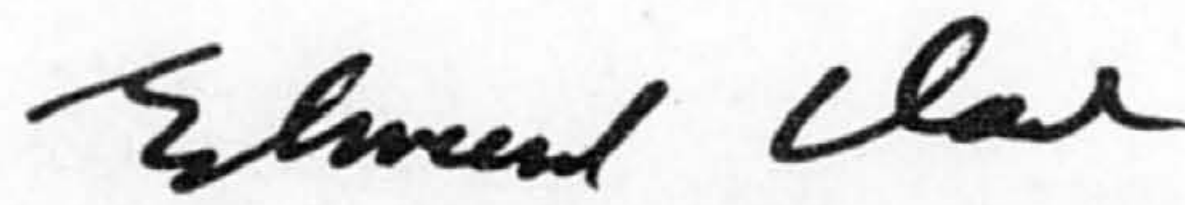
Bien que nous étions satisfaits de notre situation d'entreprise indépendante, notre vente possible à TD constitue un virage très favorable. Il ne s'agit pas simplement de coller deux entreprises ensemble, mais plutôt de créer l'occasion d'offrir à un plus grand nombre de canadiens la nouvelle vision de Canada Trust en matière de service à la clientèle.

Lorsque la vente sera finalisée en février 2000, **TD Canada Trust** deviendra la bannière qu'arboreront les succursales qui sont exploitées à l'heure actuelle sous les dénominations de Canada Trust et de TD. Le climat commercial cordial qui est si cher aux clients de Canada Trust fera maintenant partie du mode d'exploitation de **TD Canada Trust**. En fait, lorsque l'entente sera finalisée, les succursales TD adopteront les heures d'ouverture prolongées de Canada Trust. Je suis heureux que monsieur A. Charles Baillie, président du conseil du Groupe financier Banque TD, m'ait offert d'assumer les fonctions de président du conseil et de chef de la direction de **TD Canada Trust**. Monsieur Baillie et moi-même avons convenu de faire tout en notre pouvoir pour minimiser les effets de l'opération sur le personnel de nos deux entreprises.

Qu'est-ce que tout ceci signifie pour vos opérations bancaires ? Chez Canada Trust, les affaires continueront comme d'habitude et vous trouverez qu'il est toujours aussi agréable de traiter avec nous. Nos heures d'ouverture demeureront inchangées et vous continuerez de traiter avec le même personnel accueillant et dévoué de Canada Trust. Il n'y a aucun changement à vos numéros de compte, aux taux d'intérêt ou aux frais de Canada Trust. Nous vous aviserons à l'avance de tout changement à cet égard.

Nous sommes confiants que **TD Canada Trust** sera en mesure de fournir un service à la clientèle et des conseils financiers inégalés au Canada, grâce à ses ressources combinées.

Peu importe les défis que l'avenir nous réserve, nous avons la ferme intention de ne jamais perdre de vue l'élément ultime de notre succès : nos clients.



Edmund Clark  
Président et chef de la direction  
Canada Trust

P.S.: Pour de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec nous en composant notre numéro de téléphone spécial : 1(888)572-8924.



Canada Trust



PHOTO AFP

Un tracteur soulève la poussière dans un champ du comté de Loudon, en Virginie, une scène qui rappelle la grande sécheresse des années 30.

## Pénurie d'eau et de liquidités dans les fermes américaines

Des dizaines de comtés déclarés sinistrés

PIERRE CELERIER  
Agence France-Presse, WASHINGTON

La sécheresse qui persiste dans plusieurs États américains affecte les agriculteurs avec d'autant plus de sévérité qu'elle coïncide avec une chute de leurs revenus.

« Cette année a été désastreuse pour les fermiers de Virginie occidentale et de la côte Est », a déclaré lundi le secrétaire à l'Agriculture, Dan Glickman, en visitant le Maryland et la Virginie occidentale, les deux États les plus touchés par la sécheresse.

Il a décrété hier la Virginie occidentale et certains comtés adjacents « zones sinistrées ». Selon lui, d'autres États pourraient à leur tour demander à bénéficier de cette désignation qui permet aux fermiers de bénéficier des prêts d'urgence.

Les zones les plus touchées s'étendent sur tout le quart nord-est des États-Unis, ainsi que le nord de la Floride et une partie de la côte Ouest. Près de 90 comtés dans six États pourront bénéficier d'une aide fédérale.

Dans l'État de Virginie occidentale, les fermiers subissent « une combinaison de deux phénomènes : des nappes phréatiques appauvries et un manque de pluie », selon Ronald Evaldi, un hydrologue de l'USGS, le service fédéral de géologie.

Le pronostic de M. Evaldi est d'autant plus sombre que « même si la pluie arrive, et rien ne l'indique pour l'instant, il faudra attendre l'hiver pour reconstituer les réserves des nappes souterraines ».

La situation est particulièrement critique dans l'est de l'État, où le niveau du fleuve Potomac est passé sous celui du précédent record de 1998.

Dans l'État voisin du Maryland, la situation n'est pas plus brillante. Selon le porte-parole local du département de l'Agriculture, Donald Zandrey, « nous comptons présenter aujourd'hui au gouverneur une série de recommandations pour restreindre la consommation d'eau car nous n'envisageons pas d'améliorations de la situation à court terme ».

Dès hier, le gouverneur a demandé à la population de réduire sa consommation d'eau en évitant de laver sa voiture, d'arroser sa pelouse et en prenant entre autres des douches plus courtes.

Selon M. Zandrey, l'ensemble de la production de grains de l'État destinés à l'alimentation animale, pour une valeur de 243 millions de dollars, est menacée par la séche-

resse.

« Nous subissons la troisième année de sous-apvisionnement en eau et il n'y a pas d'amélioration en vue à long terme », selon M. Zandrey. « Personne n'a connu ça depuis les années 30 », ajoute le spécialiste, en référence à la sécheresse qui toucha l'Amérique à l'époque de la grande dépression.

La canicule tombe au pire moment pour les fermiers, qui ont vu les prix de leur production baisser fortement ces dernières années.

« Des prix bas, une surproduction et les désastres naturels ont ravagé plusieurs familles de fermiers cette année », déclarait lundi le secrétaire à l'Agriculture.

Dans l'État du Kentucky, voisin de celui de Virginie occidentale, et lui aussi touché par la sécheresse, le prix de vente du soja pourrait tomber à l'automne à presque 50 % de celui d'il y a deux ans, selon Steve Riggins, un spécialiste des céréales à l'Université du Kentucky.

À l'échelle nationale, le revenu net des fermiers en 1999 pour les principales récoltes pourrait être inférieur de 7 milliard de dollars à celui de la moyenne pour la période de 1993 à 1997, selon le département de l'Agriculture.

« Il faut un filet de sécurité adéquat pour nos fermiers », a déclaré M. Glickman.

L'an dernier, le Congrès avait accordé la somme record de 5,9 milliards de dollars en aide aux fermiers. La semaine dernière, les représentants des États agricoles ont proposé une aide s'élevant à 9,9 milliards de dollars.

Mais pour Arnold Zandrey, « il faudrait un système de prix des céréales plus stable ».

224 morts

Malgré un léger rafraîchissement, la canicule continue de faire des victimes aux États-Unis. La vague de chaleur qui frappe le centre et l'est du pays depuis le 19 juillet en était mardi matin à 224 morts dans vingt États, dont 99 dans le seul État de l'Illinois où se trouve Chicago, l'une des villes les plus durement touchées ces derniers jours.

Voici un décompte des décès État par État :

Illinois (99), Missouri (44), Wisconsin (13), Ohio (14), Caroline du Sud (9), Oklahoma (8), Indiana (7), Kentucky (5), Tennessee (3), Caroline du Nord (3), Kansas (3), Géorgie (3), Arkansas (2), Maryland (2), Nebraska (2), New York (2), Pennsylvanie (2), Louisiane (1), Michigan (1) et Alabama (1).

Importateur de reproductions antiques européennes

Economisez jusqu'à 50%

Table, jusqu'à 16 pi. de long

**MOBILART C & R**

L'une des plus importantes salles d'exposition au Canada  
6529, boul. Decarie (coin av. Plamondon) Montréal

Stationnement à l'arrivée  
**344-1400**

## ACURA

EL Édition Spéciale

Location de

**288 \$/mois\*** **5,8%†**

Transport et préparation inclus | Financement à l'achat

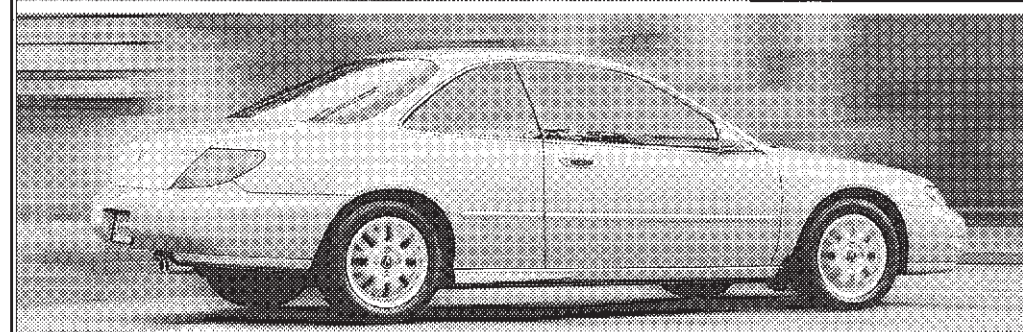
- ☑ Climatiseur
- ☑ Groupe électrique
- ☑ Radio AM/FM avec lecteur CD
- ☑ Régulateur de vitesse
- ☑ Puissant moteur VTEC
- ☑ Deux coussins gonflables (SRS)
- ☑ Système d'entrée sans clé et tellement plus...

L'été, nos taux prennent des vacances.



EL Édition Spéciale 1999

P.D.S.F. 19 800 \$†



Acura CL 1999

Coupé ACURA CL

**348 \$/mois\*** **3,8%\***

Transport et préparation inclus

- ☑ Climatiseur
- ☑ Sièges garnis de cuir
- ☑ Roues de 16 po en alliage
- ☑ Lecteur CD
- ☑ Toit ouvrant
- ☑ Régulateur de vitesse
- ☑ Sièges avant chauffants
- ☑ Système de freins antiblocage (ABS) et tellement plus...



Une vision qui inspire un élan de passion. ACURA

\*Offres de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. Tarifs mensuels de location-bail d'une durée de 48 mois, établis pour l'Acura EL (modèle MB454X) et pour l'Acura CL (modèle VA315X). Total des paiements: 43 924 \$/16 704 \$. Un acompte de 1 995 \$ pour l'Acura EL et un premier versement sont requis. Un acompte de 3 200 \$ pour l'Acura CL et un premier versement sont requis. Informez-vous sur notre option 0 \$ comptant. Les modèles offerts peuvent différer des illustrations. Allocation de 24 000 km par année (frais de 0,10 \$ par km supplémentaire). Taxes, immatriculation et assurance en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée. †Financement à 5,8 % S.A.C. Plusieurs termes offerts. Exemple de financement: 20 000 \$. Paiements mensuels: 467,87 \$ pendant 48 mois. Coût de l'emprunt: 2 457,76 \$; coût total: 22 457,76 \$. Un acompte pourrait être exigé. Taxes, immatriculation, assurance ainsi que transport et préparation (350 \$) en sus. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. †P.D.S.F. de 19 800 \$ pour l'Acura EL (modèle MB454X). Transport et préparation (350 \$); taxes, immatriculation et assurance en sus. Garantie Acura limitée de 3 ans/100 000 km. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Assistance routière 24 heures Acura.

## ACURA les concessionnaires fiables

<b>LUCIANI ACURA</b> 4040, rue Jean-Talon Ouest Montréal	<b>ACURA PLUS</b> 255, boul. de la Seigneurie Blainville	<b>ACURA DE LAVAL</b> 2500, boul. Chomedey Laval
<b>ACURA BROSSARD</b> 9100, boul. Taschereau Brossard	<b>GALERIES ACURA</b> 7100, boul. Métropolitain Est Anjou	<b>ACURA GABRIEL</b> 4648, boul. Saint-Jean Dollard-des-Ormeaux

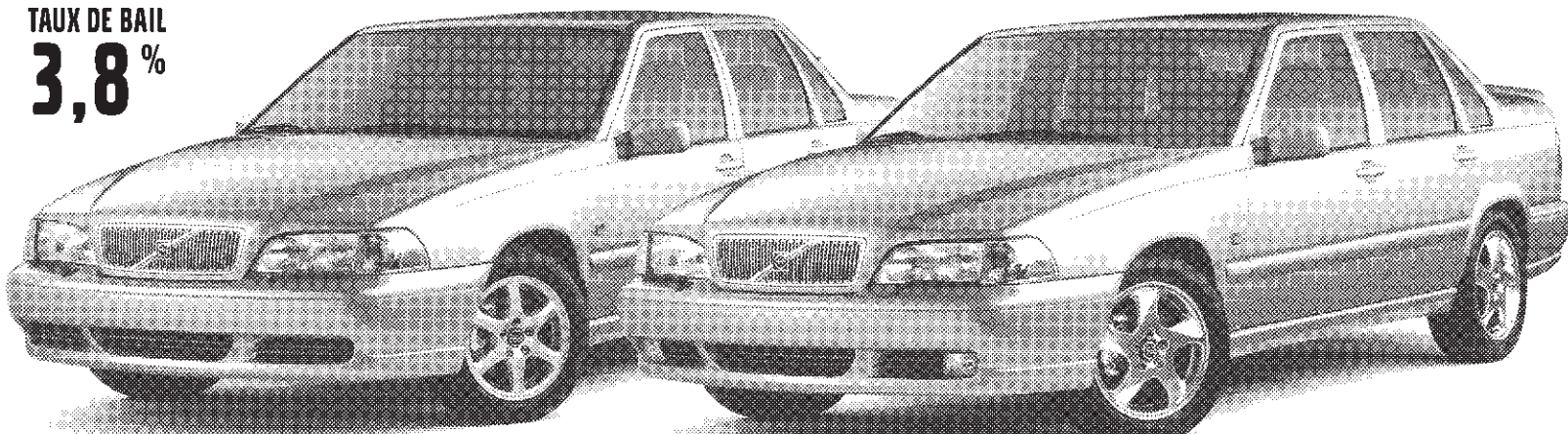
## SUPERFORMANCE.

SA BEAUTÉ S'ADRESSE AUX SENS, SA VALEUR S'ADRESSE À L'INTELLIGENCE,

SA PERFORMANCE TURBO S'ADRESSE À L'EXUBÉRANCE. EN VERSION GLT OU T5, LA VOLVO S70 VOUS OFFRE LA PUISSANCE, L'ASSURANCE

ET LE LUXE D'UN ENSEMBLE "TOURING" SURDOUÉ, UN HABITACLE TRÈS GÉNÉREUX ET UN TAUX DE BAIL DE 3,8 % DES PLUS AGUICHANTS.

TAUX DE BAIL  
**3,8 %**



**438 \$** VOLVO S70 GLT

Exubérance d'un moteur de 190 HP, conduite précise, roues en alliage, toit ouvrant vitre, siège télécommandé à 8 réglages, régulateur de stabilité/traction, télécommande d'entrée avec alarme, climatiseur à deux zones, et plus encore.

**498 \$** VOLVO S70 T5

Puissant moteur turbo de 236 HP (0-60 mph en 6,1 secondes\*), châssis sport, cuir "Monza", roues en alliage, toit ouvrant télécommandé, régulateur de stabilité/traction, antibrouillards, becquet arrière, sièges avant télécommandés à 8 réglages, télécommande d'entrée avec alarme, changeur de 3 CD, climatiseur à deux zones, ordinateur de bord, garnissage en noyer et acier inoxydable, et plus encore.

\*Road and Track, février 1999. Disponible par l'entremise des détaillants Volvo participants et des Services financiers Volvo sur approbation du crédit aux clients au détail admissibles seulement, l'offre à taux de bail de 3,8 % est valable jusqu'au 30 août 1999. Livraison requise avant le 15 sept. 1999. Exemple de location à long terme d'une Volvo S70 GLT 1999 avec ensemble Touring, avec acompte ou échange équivalent de 5595 \$ : 438 \$ par mois, base sur 36 mensualités totalisant 15 768 \$. Achat à la fin du bail pour 23 420 \$. Exemple de location à long terme d'une Volvo S70 T5 1999 avec ensemble Touring, avec acompte ou échange équivalent de 5595 \$ : 498 \$ par mois, base sur 36 mensualités totalisant 17 928 \$. Achat à la fin du bail pour 28 061,10 \$. Transport et préparation inclus. Taxes, immatriculation et assurance en plus. Première mensualité et dépôt de sécurité requis. Le bail prévoit une allocation de 20 000 kilomètres par année (0,14 \$ par kilomètre excédentaire). © 1999 Automobiles Volvo du Canada Ltée. \*Volvo, pour la vie" est une marque de commerce d'Automobiles Volvo du Canada Ltée. N'oubliez pas de boucler votre ceinture. Visitez [www.volvocanada.com](http://www.volvocanada.com).

<b>le groupe VOLVO</b>	<b>Montréal UPTOWN VOLVO</b> 4900, rue Paré (514) 737-6666	<b>Saint-Hyacinthe AUTOMOBILES CHICOINE INC.</b> 855, rue Johnson (450) 771-2305	<b>Sainte-Agathe FRANKÉ VOLVO</b> 180, rue Principale (819) 326-4775	<b>Laval LES AUTOMOBILES BOUL. ST-MARTIN</b> 1430, boul. Saint-Martin (450) 667-4960	<b>Pointe-Claire VOLVO</b> POINTE-CLAIRE AUTO LTÉE 15, Auto Plaza (514) 630-3666	<b>Saint-Léonard JOHN SCOTTI AUTO LTÉE</b> 4330, rue Jarry Est (514) 725-9394	<b>Brossard VOLVO</b> DE BROSSARD 9405, boul. Taschereau (450) 659-6688
------------------------	--	--	--	--	---	---	--

**VOLVO**  
pour la vie

# Mariage discret de Rory Kennedy en Grèce

Agence France-Presse  
ATHÈNES

Rory Kennedy, la cousine de John F. Kennedy Jr. qui a trouvé la mort le 16 juillet dans un accident d'avion alors qu'il voulait se rendre à son mariage, s'est mariée lundi dans le plus grand secret chez un armateur grec dans une banlieue chic d'Athènes, a affirmé hier le journal *Elefthéros Typos*.

Dans la soirée, la chaîne de télévision privée Skaï a diffusé les images de Rory Kennedy dans une robe de mariée accompagnée de son époux, l'écrivain Mark Bailey, montant à bord d'un yacht mis à leur disposition par le milliardaire grec Vardis Vardinoyannis, un ami des Kennedy.

Selon Skaï, le couple a quitté Athènes juste après son mariage célébré lundi soir par un prêtre catholique dans la propriété d'Ekali (nord d'Athènes) de M. Vardinoyannis. Les images diffusées par Skaï et prises au téléobjectif montrent Rory, portant une robe blanche en soie à traîne longue, monter à bord du yacht en courant et son époux, en costume noir la suivant, une bouteille de champagne à la main.

L'itinéraire exact du yacht *Varmar*, qui appartient à M. Vardinyoyannis, n'est pas connu, mais doit en principe effectuer le périple des îles du littoral proche d'Athènes notamment Egine, Poros, Hydra et Spetsé.

Quelque 25 invités triés sur le volet avaient assisté à la cérémonie sous d'impo-

santes mesures de sécurité, selon *Elefthéros Typos*. M. Vardinoyannis, qui était le témoin de la mariée, et son épouse Marianna étaient les seuls Grecs présents à la cérémonie, les autres invités étant des Américains, parents du jeune couple, ajoute le quotidien.

Selon *Elefthéros Typos*, le mariage s'est déroulé lundi soir à 20 h dans la chapelle de la propriété Vardinoyannis et a été célébré par un prêtre catholique. Le journal affirme que Rory et son fiancé étaient arrivés à Athènes samedi dernier et avaient visité les sites de la capitale.

Ethel Kennedy, la mère de Rory, et ses enfants ont visité à plusieurs reprises dans le passé la Grèce et ont effectué des croisières sur le *Varmar*, rappelle *Elefthéros Typos*.

Le mariage de Rory et de Mark prévu le 17 juillet à la résidence d'été de la famille, à Hyannis Port, sur la presqu'île de Cape Cod dans le Massachusetts, avait été différé après l'annonce de la disparition du monomoteur piloté par JFK Jr qui s'est abîmé en mer, le long des côtes du Massachusetts, le 16 juillet. John F. Kennedy Jr, son épouse Carolyn, et la soeur de cette dernière, Lauren Bessette, sont décédés dans l'accident.

L'idée de célébrer finalement le mariage de Rory Kennedy en Grèce revient au couple Vardinoyannis, toujours selon *Elefthéros Typos*. Skaï a rappelé hier soir que John F. Kennedy Jr et son épouse Carolyn Bessette avaient aussi effectué une croisière en mer Egée lors de leur lune de miel.

**MB MicroBytes**

VOTRE CHOIX NUMÉRO 1 EN INFORMATIQUE



PRÊT POUR L'AN 2000!

**SPÉCIAL N° 1**

Puissance Celeron 366 MHz	128 Mo 100 MHz mémoire	Disque dur 4.3 GIG UDMA	CD-ROM 44X	Fax modem 56 ko V.90 V.90
Ecran 15 po SVGA	Carte de son stereo et haut-parleurs	Chipset Intel	Vidéo 4 Mo AGP	Boitier ATX et 2 ports USB

**799999\$**

OU 31899\$ / mois

Mise à jour à : Ajoutez  
Celeron 433 +45\$  
Carte vidéo 8 Mo +15\$  
64 M-100 MHz SDRAM +43\$  
Ecran 17 po SVGA +120\$

**Spécial N° 2**

Puissance Pentium III 450 MHz	128 Mo 100 MHz mémoire	Disque dur 6.4 GIG UDMA	CD-ROM 44X	Fax modem 56 ko V.90 V.90
Ecran 17 po 86 SVGA	Carte de son stereo et haut-parleurs	Chipset Intel BX	Vidéo 8 Mo AGP	Boitier ATX et 2 ports USB

**1199999\$**

OU 39999\$ / mois

Mise à jour à : Ajoutez  
Pentium 2 400 +25\$  
Pentium 3 450 +105\$  
128 M-100 MHz SDRAM +85\$  
Ecran 19 po SVGA +215\$

**Spécial N° 3**

Puissance Pentium III 450 MHz	128 Mo 100 MHz mémoire	Disque dur 6.4 GIG UDMA	CD-ROM 50X	Fax modem 56 ko V.90 V.90
Ecran 19 po 26 SVGA	Carte de son stereo et haut-parleurs	Chipset Intel BX	Vidéo 8 Mo AGP	Boitier ATX et 2 ports USB

**1619999\$**

OU 54999\$ / mois

Mise à jour à : Ajoutez  
Pentium III 500 +305\$  
Carte vidéo 32 Mo +133\$  
256 M-100 MHz SDRAM +179\$  
Ecran 21 po SVGA +680\$

**SPÉCIAUX DE LA SEMAINE**

**Imprimante Canon couleur Inkjet BJC-1000 144999\$**

**Carte video Diamond Viper V770 32M - 249999\$ 32M ULTRA - 359999\$**

**Graveurs 8x / 4x Panasonic IDE - 289999\$ SCSI - 329999\$**

**DC vierges 74 minutes 149\$ 80 minutes 199\$**

**SUR INTERNET : www.microbytes.com COURRIER info@microbytes.com**

**INTERURBAIN 990-BYTES 1-877-MICROBYTES**

**POINTE-CLAIRE**  
940, boul. St-Jean  
Pointe-Clair  
Tél. : (514) 425-2586  
Fax : (514) 426-3455

**LAVAL**  
577, boul. St-Martin O.  
Laval  
Tél. : (450) 829-9707  
Fax : (450) 829-4364

**ST-HUBERT**  
3505, boul. Taschereau  
Saint-Hubert  
Tél. : (450) 445-7176  
Fax : (450) 445-7088

**Centre-ville**  
1150, rue Union  
Montréal  
Tél. : (514) 871-8515  
Fax : (514) 871-8936

**ST-LEONARD**  
6432, rue Jean-Talon Est  
Saint-Léonard  
Tél. : (514) 253-4386  
Fax : (514) 253-5834

**6e magasin**  
Jean-Talon Ouest  
Entre Côte-des-Neiges  
et Victoria  
Ouverture bientôt

Le plaisir de conduire n'a jamais été si abordable.



Mazda Protegé DX 1999

**OBTENEZ UN TAUX DE FINANCEMENT DE**

**1,9%**<sup>†</sup>  
À L'ACHAT,  
JUSQU'À 48 MOIS

**SUR TOUTES LES MAZDA 1999 EN STOCK**

**OU LOUEZ 189\$ À PARTIR DE**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS\*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS!  
PAIEMENT INITIAL DE 1 895\$



Mazda Protegé SE SPORT 1999

**OU LOUEZ 215\$ À PARTIR DE**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS\*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS!  
PAIEMENT INITIAL DE 1 895\$



Mazda Protegé : Lauréate du Prix des voitures de l'Année 1999 de l'AJAC

Association des Journalistes Automobile du Canada

Coup de foudre! Coup de fougue!



Les concessionnaires Mazda du Québec

VISITEZ NOTRE SITE WEB à [www.mazda.ca](http://www.mazda.ca) - Informez-vous au sujet du programme Mazda pour les diplômés.

Offres réservées aux particuliers et portant sur les Mazda 1999 neuves, en stock chez les concessionnaires. † Financement consenti par l'entremise de la Banque de Nouvelle-Écosse. Sur approbation du crédit. Exemple de financement à l'achat: 10 000\$ au taux de 1,9%; 48 paiements de 216,52\$; coût d'emprunt de 392,96\$; total à payer de 10 392,96\$. Cette offre n'est pas disponible sur l'édition limitée du 10<sup>e</sup> anniversaire de la Mazda Miata 1999. \*Taux de location personnalisée Mazda: Offres portant uniquement sur la location-bail ou détail pour une période de 48 mois, sur les Mazda Protegé DX 1999 neuves, modèle D4DM59A00 et les Mazda Protegé SE Sport 1999 neuves, modèle D4XM59A20, en stock chez les concessionnaires. Paiement initial ou échange équivalent, premier et dernier versements mensuels et dépôt de sécurité exigés. Pour les Mazda Protegé DX et les Mazda Protegé SE Sport, dépôt de sécurité de 250\$. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Offres soumises à l'approbation de Credit Mazda Canada inc. Pour tous les modèles en location-bail: limite de 80 000 km. Frais de 8¢ le km additionnel. Autres options de location également disponibles.

Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Offres d'une durée limitée à compter du 26 juillet 1999.